



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Recrudescence du trafic de drogue en Guadeloupe

Question écrite n° 8586

Texte de la question

M. Olivier Serva alerte M. le ministre d'État, ministre de l'intérieur, sur la recrudescence du trafic de drogue en Guadeloupe. L'interception de plus de 2 tonnes de cocaïne venues de Guadeloupe au Havre en décembre 2024 confirme que ces territoires servent de transit entre l'Amérique latine et l'Europe. Mais ce constat ne doit pas occulter une autre facette de cette réalité : ce sont les populations de Guadeloupe, Guyane, Martinique qui sont les premières victimes de ce trafic. Un marché local qui menace les fondements même des sociétés antillo-guyanaïses se développe progressivement. Des gangs terrorisent bijoutiers, boulangers, coiffeurs, garagistes et tant d'autres commerçants et artisans locaux. Grâce aux revenus générés par le trafic de drogue, ces organisations font l'acquisition de commerces dans le but de blanchir leur argent. Ils infusent dans d'autres secteurs économiques pour blanchir l'argent généré par leur trafic. Il en résulte une situation extrêmement préoccupante. Face à ce constat, le procureur général de Guadeloupe, M. Éric Maurel, souligne qu'il incombe à l'ensemble des acteurs politiques et publics de préserver la cohésion sociale ainsi que le pacte social et républicain sur ce territoire. Afin de parvenir à cet objectif, qu'il partage, M. le député demande à M. le ministre que soient installés des radars en mer, voie principale d'arrivée de la drogue en Guadeloupe. Alors que la Martinique, les îles de la Dominique et Sainte-Lucie se sont dotées de ces installations, il estime qu'ouvrir cette possibilité à la Guadeloupe renforcerait considérablement la lutte contre le narcotrafic. Il souhaite connaître sa position sur le sujet.

Données clés

Auteur : [M. Olivier Serva](#)

Circonscription : Guadeloupe (1^{re} circonscription) - Libertés, Indépendants, Outre-mer et Territoires

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 8586

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : [Intérieur](#)

Ministère attributaire : [Intérieur](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 15 juillet 2025